

# I. La mémoire résistante (1944-années 1970)



## A À la Libération s'élabore le mythe résistancialiste

• **Des Français divisés sous l'Occupation.** Après la défaite de 1940, le maréchal Pétain, chef du régime de Vichy, collabore avec l'occupant nazi. La plupart des 42 millions de Français subissent et attendent la fin des « années noires ». Certains collaborent activement (55 000 Français se sont engagés dans les forces de Vichy ou allemandes). D'autres entrent dans la Résistance (202 851 Français ont reçu une carte de Combattant de la Résistance).

• **L'épuration.** À la Libération, Charles de Gaulle choisit de faire de Vichy une parenthèse. Il veut montrer aux Alliés que l'unité nationale républicaine est restaurée. Dès 1944, l'épuration commence contre ceux qui ont collaboré avec l'occupant. D'abord sauvage, elle provoque l'exécution de 9 000 personnes par la foule et la tonte de femmes accusées de « collaboration horizontale ». Le gouvernement met en place une épuration légale : 50 000 personnes sont condamnées pour « intelligence avec l'ennemi ».

• **Le mythe d'une France résistancialiste.** Toutes les forces politiques, notamment les gaullistes et les communistes, font de cette période une lecture héroïque. La mémoire officielle aborde peu les crimes du régime de Vichy, en particulier la participation active de l'administration française à la déportation des Juifs de France. Toute la France est présentée comme résistante.

## B L'éclatement des mémoires dans les années 1950

• **La politisation des mémoires.** Les débuts de la guerre froide conduisent le parti communiste à se démarquer de la mémoire gaulliste. Il prétend être le « parti des 75 000 fusillés ». Les historiens ont établi que 30 000 Français ont été exécutés par l'occupant. Ils étaient de différentes tendances politiques, la majorité étant communiste.

• **Des mémoires marginalisées.** Les mémoires des souffrances juives et tziganes sont inégalement entendues. Les déportés du STO\* sont assimilés aux prisonniers de guerre. Une contre-mémoire maréchaliste se structure en 1951 à la mort de Pétain. Elle s'appuie sur la **thèse du glaive et du bouclier**. La mémoire des **Malgré-Nous** fait l'objet d'un premier conflit mémoriel en 1953.

## C La construction d'une mémoire officielle gaulliste

• **Le triomphe de la mémoire gaulliste.** Le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958 marque la domination de la mémoire gaulliste. L'exaltation d'une France unie dans le combat contre le nazisme s'inscrit aussi dans la volonté de surmonter les difficultés de la guerre d'Algérie (1954-1962).

• **La mise en scène de la mémoire.** En 1960, le mémorial de la France combattante est inauguré. La cérémonie du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964 représente le paroxysme de cette politique mémorielle. Diffusée en direct à la radio, elle permet de célébrer l'unité de la France combattante à travers Jean Moulin, radical-socialiste rallié à de Gaulle. Le concours national de la Résistance est créé la même année.

• **Le résistancialisme dans la culture populaire.** Si le film de René Clément *La Bataille du rail* (1946) glorifiait la résistance des cheminots, ce sont les Français moyens qui sont moqués ou valorisés dans *La Grande Vadrouille* de Gérard Oury (1966).

**CITATION** "Voir dans l'unité de la résistance le moyen capital du combat pour l'unité de la nation, c'était peut-être affirmer ce qu'on a, depuis, appelé le gaullisme."

André Malraux, discours prononcé lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, 19 décembre 1964.

**BIOGRAPHIE** **Jean Moulin** (1899-1943) Préfet en 1940, il refuse de se soumettre aux autorités allemandes, et gagne Londres en 1941. Chargé par de Gaulle d'unifier les différents mouvements de Résistance, il forme le Conseil national de la Résistance en 1943. Il est arrêté par la Gestapo et meurt lors de son transfert en Allemagne des suites des tortures subies, ordonnées par le SS Klaus Barbie. Ses cendres sont déposées au Panthéon en 1964.

**MOTS CLÉS** **Épuration** : Répression sauvage ou légale contre ceux qui ont collaboré avec l'Allemagne nazie.

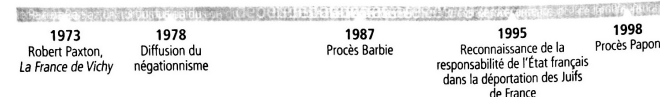
**Malgré-Nous** : Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande.

**Mémoire** : Présence sélective, souvent plurielle et conflictuelle, des souvenirs du passé dans une société.

**Résistancialisme** : Néologisme formé par l'historien Henry Rousso en 1987 pour qualifier l'idée d'une France unanimement résistante.

**Thèse du glaive et du bouclier** : Thèse développée par le journaliste Robert Aron en 1954 selon laquelle Pétain cherchait à protéger les Français pour préparer la libération armée par de Gaulle.

# II. Les mémoires face à l'Histoire (depuis 1973)



## A La fin du résistancialisme et l'émergence de la mémoire juive

• **La réinterprétation de l'histoire de Vichy.** Dès 1969, le documentaire *Le Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophüls montre la vie à Clermont-Ferrand pendant l'Occupation. Il décrit des Français fortement pétainistes et surtout occupés à survivre. *La France de Vichy*, de l'historien américain Robert Paxton (1973), montre les liens étroits entre Vichy et l'Allemagne nazie. La thèse du glaive et du bouclier s'effondre peu à peu. D'autres travaux d'historiens, comme ceux de François Bedarida, permettent le rétablissement des faits historiques. Les Français n'ont pas été nombreux à résister.

• **L'affirmation de la mémoire juive.** En 1961, le procès d'Adolf Eichmann en Israël libère la parole des survivants. Témoigner est une nécessité quand les **négationnistes** commencent à s'exprimer dans les médias. Ainsi en 1978, Darquier de Pellepoix, commissaire général aux questions juives du régime de Vichy, déclare : « à Auschwitz [...] on a gazé les poux. »

• **Le choc de Shoah (1985).** Cette longue enquête menée par Claude Lanzmann, constituée de témoignages de rescapés et de bourreaux, décrit le fonctionnement précis de ce que l'historien américain Raul Hilberg appelle alors *La Destruction des Juifs d'Europe* (1985).

## B Procès et polémiques des années 1980-1990

• **La traque des derniers criminels de guerre.** En 1987, Klaus Barbie, chef de la Gestapo à Lyon et tortionnaire de Jean Moulin, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour **crimes contre l'humanité**. En 1998, Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux, ministre de 1978 à 1981, est condamné pour sa participation à la déportation des Juifs.

• **Le temps des révélations.** Le fleurissement annuel de la tombe de Pétain par François Mitterrand, entre 1984 et 1992, provoque un scandale. Les révélations sur son attitude pendant la guerre le renforcent. Fonctionnaire à Vichy, décoré par Pétain, il était aussi, dès 1943, à la tête d'un mouvement de Résistance. Les historiens qualifient de **vichysto-résistants** ceux qui, après avoir soutenu Vichy, entrent en Résistance.

## C Depuis 1990, le temps du « devoir de mémoire »

• **La reconstruction mémorielle.** La loi Gayssot (1990) sanctionne l'expression du négationnisme. En 1995, le président Jacques Chirac reconnaît la complicité de l'État français dans la déportation des Juifs de France. Il renonce à la distinction entre la République et le régime de Vichy initiée par le général de Gaulle. L'Église et la police font acte de repentance\*.

• **La mémoire de la Shoah dans la politique mémorielle.** L'État entreprend dès 1999 d'indemniser les familles juives spoliées et les enfants de déportés. En 2005, le mémorial de la Shoah est inauguré à Paris. Les Français déclarés **Justes** pour avoir sauvé des Juifs, sont honorés au Panthéon.

• **Une mémoire apaisée ?** En 2007, le président Nicolas Sarkozy est accusé d'instrumentaliser l'histoire en demandant que soit lue dans les lycées la dernière lettre du jeune militant communiste Guy Môquet. En février 2014, le président François Hollande annonce l'entrée au Panthéon de quatre résistants qui incarnent différentes formes d'engagement.

**CITATION** "La mémoire de la Seconde Guerre mondiale apparaît [...] comme une mémoire fragmentée, conflictuelle et politisée." Olivier Wieviorka, *La Mémoire désunie*, Le Seuil, 2010.

## POUR COMPRENDRE

**Les sources** En grande partie accessibles aujourd'hui, les sources de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale sont innombrables et internationales. Les archives publiques détiennent les papiers de l'administration de Vichy comme celles des institutions françaises qui collaboraient avec les Allemands en zone Nord. Les chercheurs disposent des documents radiophoniques et audiovisuels ainsi que d'abondants mémoires, récits et témoignages. Cependant, les archives judiciaires (dossiers de l'épuration par exemple) restent difficiles d'accès sans dérogation.

**MOTS CLÉS** **Crimes contre l'humanité** : Depuis 1964 en France, ces crimes planifiés et réalisés contre des populations civiles sont imprescriptibles.

**Justes parmi les nations** : Titre décerné par le mémorial Yad Vashem, au nom de l'État d'Israël, en l'honneur de ceux qui ont risqué leur vie pour sauver des Juifs de la Shoah.

**Négationnisme** : Position niant l'existence du génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis la loi Gayssot (1990), exprimer une telle opinion est un délit.

**Vichysto-résistant** : Néologisme inventé par l'historien D. Peschanski pour qualifier ceux qui participent à la Résistance tout en étant attachés aux idées de Vichy.